



Manifeste de l'OGBL, du LCGB, de l'ALEBA et de la FNCTTFEL à l'occasion de la journée d'action européenne du 29 février 2012

Trop, c'est trop! L'austérité ça ne marche pas!

Pour l'emploi et la justice sociale!

Des alternatives existent!

Sous ces mots d'ordre la Confédération européenne des syndicats s'adresse aux dirigeants européens pour s'opposer à la politique de durcissement de l'austérité comme réponse à la crise économique et sociale dont souffrent des millions d'Européens.

Cette politique est caractérisée par une pression à la baisse des salaires, la remise en cause des négociations collectives et du dialogue social, le démantèlement de la protection sociale, la diminution des pensions, la flexibilisation et la précarisation des contrats de travail, la privatisation des services publics.

Cette politique fait payer aux travailleurs le prix fort d'une crise qu'ils n'ont pas provoquée, alors que les initiateurs de cette crise s'en sortent indemnes.

Cette politique ne fera que renforcer la crise économique, sociale et politique dans laquelle nous nous trouvons. Des alternatives existent.

Au **Luxembourg** cette politique s'est entre autres traduite par le vote de la loi manipulant l'indexation des salaires et des pensions, par la désindexation des allocations familiales, des indemnités de congé parental, une augmentation des participations personnelles dans l'assurance-maladie.

Nous revendiquons l'abandon de cette politique et le rétablissement de l'indexation normale des salaires, des pensions et des prestations familiales.

Nous revendiquons le maintien du niveau actuel et futur des pensions. Avec l'intégration de recettes supplémentaires diversifiées et une politique de l'emploi qui maintient les travailleurs dans l'emploi, qui prend en considération la pénibilité des conditions de travail et améliore les conditions de travail, cela est possible. La réforme de l'assurance pension doit prendre en considération les périodes de formation plus longues des nouvelles générations, les biographies professionnelles des femmes et prévoir des mesures permettant une transition flexible du travail à la retraite.

Nous refusons toute immixtion dans les négociations salariales.

Nous refusons toute détérioration du salaire minimum.

Le subventionnement envisagé d'une partie du salaire minimum dans le cadre de la politique d'emploi risque d'ouvrir la voie à une mise en cause rampante du salaire minimum.

Pour les syndicats soussignés **la politique de l'emploi doit protéger les salariés**

- par un renforcement du caractère protecteur du droit du travail en cas de licenciement économique
- par un renforcement de la politique de maintien dans l'emploi
- par l'amélioration de la protection des salariés en cas de faillite
- par le renforcement des droits des demandeurs d'emploi
- par la création d'un cadre législatif pour protéger l'emploi des salariés
- par la création d'un véritable droit d'accès à un emploi de qualité
- par le développement d'une politique de sécurisation des parcours professionnels des salariés tant dans les secteurs privés que publics de l'économie.

Les salariés ont droit à une protection contre l'insécurité, la précarité et le chômage qui les menacent de plus en plus dans leur vie professionnelle et dans la construction de leur avenir personnel et familial.

Des initiatives législatives fortes sont plus que nécessaires et urgentes!

Une politique sociale juste ne peut se passer d'un **dialogue social fort**.

Sans renforcement des droits syndicaux, de la cogestion et des droits des représentants du personnel, un dialogue social de qualité n'est pas possible.

Sans dialogue social fort et de qualité dans les entreprises, dans les secteurs économiques, le dialogue social national est voué à l'échec.

La réforme de la législation sur la cogestion et sur la représentation du personnel dans les entreprises est en souffrance depuis des années.

Il faut que le gouvernement agisse et remplisse ses promesses!

ALEBA

FNCTTFEL

LCGB

OGBL